



COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL DU 6 JUILLET 2017 DECLARATION LIMINAIRE

Madame la ministre,

Notre comité technique de ce jour sera en grande partie consacré à la mise en place en gestion de la réforme du statut des ouvriers de l'Etat. Il y aurait beaucoup de choses à en dire qui ont déjà maintes fois été évoquées par notre organisation. Retenons juste le gel du point d'indice.

Voilà donc fonctionnaires, contractuels et ouvriers à nouveau soumis à la bêtise austéritaire mais, cette fois, sous un dispositif unique. Il y a de cela un peu plus d'un an, nous avons eu l'occasion de dire que la manœuvre d'une augmentation, sous le niveau de l'inflation d'ailleurs, en deux fois du point d'indice ressemblait à un mauvais film de gangster au centre duquel se dessinait l'intention d'un hold-up électoral.

Aujourd'hui, une fois les échéances passées, certains mécontentements provisoirement lissés, nous voilà ravalés au rang qui nous est réservé depuis des années : celui de variables d'ajustement.

Mais ajustement pour quoi au juste ?

Pour permettre une réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui entrera en vigueur dans moins de deux ans ? Pour continuer à arroser les propriétaires d'entreprises d'exonérations fiscales et de cotisations sociales qui ne servent à rien d'autre qu'à remplir toujours les mêmes poches sans rien régler ni sur le plan économique, ni sur le plan social ?

On maltraite donc les agents publics et les moyens dont ils disposent pour accomplir leurs missions pour répondre encore une fois aux exigences voraces d'une collection d'intérêts particuliers placés en haut de la pyramide des revenus, en haut de la possession du patrimoine, au-dessus du devenir commun et finalement au-dessus des lois.

Nos missions, d'ailleurs : voilà bien un concept qui s'étiole. Notre ministère est désormais celui des armées. Demain, pourquoi pas, un ministère des hôpitaux ? Des écoles ? Des routes et des ponts ? Ou encore un ministère des commissariats ?

Lorsqu'on nomme un ministère par ses moyens et non plus par ses missions, c'est que le ver a pourri le fruit et s'y est insinué plus loin que ce que nous pouvions craindre.

Administrons donc des moyens pour présenter de jolis tableaux de bords comptables qui recueilleront les félicitations de la Cour des Comptes, de la Commission européenne et de toute une série de commentateurs qui ont juste oublié que l'Etat est le reflet d'une société et que former société revêt un sens bien supérieur à celui de tenir des comptes. Les illusions se dissipent : l'austérité n'est rien d'autre que le paravent de la confiscation du bien public.

Sachez néanmoins que derrière les tableaux de bord et les comités de pilotage, les réductions de dépenses et les obsessions pour la virgule se cache la souffrance quotidienne d'agents publics qui se battent pour que les choses continuent de tourner.

Ces agents ne se battent pas pour pouvoir faire leurs courses en alpha-jet ou pantoufler dans des entreprises de l'armement une fois passés en seconde section. Ils ont juste à cœur de bien faire leur travail mais n'en peuvent plus d'être soumis au diktat de la pénurie organisée, de la confiscation des moyens publics, dans un contexte de culpabilisation quasi-permanente.

Dans notre ministère comme dans le reste de la fonction publique, nous avons besoin de moyens, de considération et de sens. Nous n'avons pas besoin d'entendre que nous sommes trop payés, trop protégés, que nous avons trop de droits. Ça n'est pas la réalité.

Comptez donc sur nous pour rappeler au sein de cette instance la réalité quotidienne de vos agents. Sur ce plan, la trajectoire annoncée par le Premier ministre ne suscite pas notre optimisme.